

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

2021



**Dauphine** | PSL   
CHAIRE GOUVERNANCE  
ET RÉGULATION



Anna Parkler  
**CRÉDITS PHOTOS**

Nicolas Fagot, Agence Studio 9

Adèle Boutin, Sophie Boidin

**CONCEPTION GRAPHIQUE**

Sophie Boidin





Françoise BENHAMOU

Joëlle TOLEDA





# Sommaire

- 8.**Édito
- 10.**Chaire  
Gouvernance  
et Régulation
- 11.**Club  
des Régulateurs
- 12.**Objets de réflexion
- 15.**Recherche
- 50.**Formation
- 59.**Débat
- 72.**Gouvernance  
et équipe

# Partenaires

## La Chaire Gouvernance et Régulation



## Le Club des Régulateurs



## Le réseau





# 2021 en chiffres

**30**

PARTENAIRES

**34**

CHERCHEURS ASSOCIÉS

**47**

ÉVÉNEMENTS  
ORGANISÉS

**18**

PROJETS DE RECHERCHE

**85**

INTERVENANTS

**29**

PUBLICATIONS  
ACADÉMIQUES

**19**

NOTES DE RÉFLEXION

**57**

VIDÉOS

# Édito

par **Éric  
Brousseau**

**Directeur scientifique  
de la Chaire Gouvernance et Régulation**



« Un des points marquants de l'année 2021, a été le développement d'une diffusion multi-canaux de nos événements et réflexions. »





Dans cette période de tensions multiples, plus que jamais la régulation apparaît comme l'un des mécanismes essentiels de gouvernance de nos sociétés : celui où s'articulent politiques publiques et efficacité économique.

Forte des multiples compétences qu'elle parvient à réunir — qu'elles soient issues du monde académique, de la décision publique, de l'industrie ou du conseil —, la Chaire ambitionne, depuis plus de sept années, de contribuer à des modèles de gouvernance (sectorielle ou trans-sectorielle) en phase avec l'exigence écologique, la transformation numérique et les objectifs de cohésion économique et sociale. L'ambition européenne est également au cœur de nos préoccupations tant il apparaît que l'Union Européenne constitue le bon niveau de gouvernance pour articuler valeurs démocratiques, préoccupations de croissance soutenable, et ambition économique et sociale.

Au cours de l'année 2021, la structuration des activités académiques de la Chaire autour de groupes de travail thématiques a renforcé l'opérationnalisation de ces orientations stratégiques. Ainsi, deux groupes, l'un associant de manière très forte des membres des autorités de régulation françaises concernées, l'autre réunissant une vaste communauté internationale, se sont intéressés aux défis de la transformation numérique. Le domaine de la transition écologique a été marqué par la très forte dynamique de notre coopération avec CentraleSupélec sur les transformations liées à la décentralisation et l'innovation en matière de modèles d'affaires dans les secteurs du transport et de l'énergie. Nous avons aussi lancé des réflexions sur l'économie circulaire. Sur un autre plan, nous nous sommes engagés dans l'analyse de la régulation des complémentaires santé, des acteurs qui jouent un rôle majeur, à côté des pouvoirs

La Chaire ambitionne, depuis plus de sept années, de contribuer à des modèles de gouvernance (sectorielle ou trans-sectorielle) en phase avec l'exigence écologique, la transformation numérique et les objectifs de cohésion économique et sociale.

publics, non seulement dans le financement de la santé mais aussi dans la gouvernance de l'offre de soin. De manière plus transversale, la Chaire a approfondi ses compétences en sciences des données afin de mieux analyser la fabrication des politiques publiques. La création, dans le cadre de PSL, de l'Institut "Applied Computational Social Science", auquel la Chaire est étroitement associée, devrait encore renforcer nos capacités à utiliser des méthodes avancées pour traiter des données massives et hétérogènes au service de la compréhension de phénomènes économiques, politiques et sociaux.

Nos recherches ont fortement nourri notre activité de contribution au débat public. Un des points marquants de l'année 2021, en la matière, a été le développement d'une diffusion multi-canaux de nos événements et réflexions. En complément de la rédaction de notes et de synthèses, nous produisons désormais divers supports vidéo qui contribuent à élargir l'audience de nos travaux et des échanges menés dans le cadre de la Chaire.

A moyen terme, cet effort de diffusion multi-canaux de notre activité devrait aussi trouver sa traduction en matière de formation. La Chaire s'est en effet engagée dans la production de tutoriels vidéo destinés à nourrir son offre de formation, notamment en matière « executive ».

Cette activité soutenue est le fruit de la coopération active et étroite dont la Chaire bénéficie avec l'ensemble de ses partenaires qui lui apportent à la fois moyens, expertise et information. Elle découle aussi de l'implication forte des membres permanents qui sont conscients de bénéficier d'un environnement privilégié pour contribuer à des réflexions et des travaux utiles à la société. Qu'ils soient tous remerciés pour leur contribution et leurs efforts.

# LA CHAIRE

**La Chaire Gouvernance et Régulation est une plateforme favorisant la coopération entre parties prenantes de la régulation (autorités de régulation, entreprises, pouvoirs publics) et experts (réseaux académiques, cabinets de conseil, organisations internationales), dans le but de mieux comprendre l'économie politique de la régulation et d'en améliorer les cadres institutionnels et les pratiques.**

## L'importance des questions de régulation

La régulation est un élément clé de la performance économique, car elle agit tant sur la compétitivité de l'offre que sur les modalités de répartition des gains de productivité entre les différentes parties prenantes. Si la régulation peut être conçue à court terme comme un cadre établi au sein duquel ces dernières interagissent, elle ne peut être réduite exclusivement à un problème d'adaptation optimale de la structure du marché aux contraintes spécifiques de la production. En effet, à moyen terme, les technologies de production et les périmètres de marché ne sont pas exogènes, mais résultent de choix politiques et sociaux, ainsi que des stratégies des entreprises. L'enjeu d'une meilleure organisation de la gouvernance économique et de la mise en œuvre de cadres de régulation plus efficaces concerne l'ensemble des acteurs économiques, à commencer par les opérateurs des secteurs régulés ainsi que les usagers. Au-delà des surcoûts et de l'incertitude qu'entraîne une régulation inadaptée, il en va de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité de certaines activités, et *in fine*, du dynamisme industriel et commercial, de la capacité d'innovation, de l'emploi dans les secteurs concernés, et même de la compétitivité nationale, tant les secteurs régulés produisent des externalités pour le reste de l'économie et pour la société dans son ensemble.

## La réponse de la Chaire

A partir d'une approche transectorielle, la Chaire Gouvernance et Régulation se donne pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique, des modalités et des performances de la régulation. Elle s'appuie sur le postulat que, pour comprendre la régulation et la faire évoluer, il convient à la fois de situer l'interaction entre régulateurs et régulés dans le cadre plus vaste des dynamiques qui président à l'organisation des industries et des marchés, et de s'intéresser à la manière dont la régulation est mise en œuvre au plan opérationnel. Cadres institutionnels et outils se conditionnent mutuellement et leurs interactions déterminent le champ des possibles en matière d'évolutions. Les thèmes abordés, comme la démarche retenue, articulant approche conceptuelle et réflexion opérationnelle, sont la garantie pour les parties prenantes de la régulation de participer à des travaux en prise avec leurs problématiques concrètes, tout en conservant une hauteur de vue pertinente et originale.



# Le Club des Régulateurs

**Afin d'associer en toute indépendance les régulateurs aux travaux de la Chaire, mais aussi pour favoriser les échanges entre eux et développer une réflexion sur leurs problématiques communes, un Club des Régulateurs a été créé.**

**Le Club des Régulateurs regroupe les autorités de régulation qui souhaitent coopérer sur les enjeux institutionnels, organisationnels et méthodologiques qui leur sont communs.**

En effet, bien que les autorités sectorielles de la régulation aient des statuts différents selon les secteurs et les pays, elles font face à des défis communs, tant sur le plan technique (redéfinition permanente des périmètres de concurrence du fait des innovations techniques et marketing ; évolutions de la notion d'intérêt général ; complexification croissante des relations entre acteurs en raison de la « dé-intégration » des industries, etc.), que sur le plan institutionnel et organisationnel (leviers d'intervention ; statut, organisation et moyens ; recouvrement des compétences ; articulation de leur action au plan européen avec leurs homologues et avec les institutions européennes ; organisation des relations avec les parties prenantes de la régulation ; gestion des complémentarités avec les autorités de concurrence, etc.).

*NB : début 2022, le CSA et la HADOPI, membres du Club des Régulateurs, ont officiellement été regroupés, créant ainsi l'ARCOM (Autorité de Régulation de la Communication audiovisuelle).*

**Un séminaire fermé annuel lui est dédié et deux conférences sont organisées chaque année par le Club et le Network of Economic Regulators de l'OCDE.**

**De plus, le Club participe aux activités de la Chaire.**

# Objets de réflexion

## Objectifs et outils de la régulation

On s'intéresse à l'effectivité et l'efficacité des outils manipulés par le régulateur. On s'interroge sur leur impact réel, sur les incitations des parties prenantes ainsi que sur les risques qu'elles supportent. Il est également question de la manière dont les régulateurs peuvent organiser leur activité, développer leur expertise, asseoir leur légitimité et renforcer leur efficacité.

## Stratégies des acteurs

On explore les outils à travers lesquels les diverses parties prenantes tentent d'influencer la régulation, de revenir sur leur efficacité respective, et de travailler sur la légitimité des processus à travers lesquels les protagonistes peuvent agir. La régulation doit en effet tenir compte des contraintes et préférences des opérateurs économiques (firmes installées comme nouveaux entrants), des utilisateurs (des ménages aux grands comptes), des citoyens (représentés par des ONG ou non), des pouvoirs publics (du niveau local au niveau européen), tant pour être efficace, que légitime et utile.

## Innovation et grands défis

On s'interroge sur la manière dont l'innovation, la globalisation, la construction européenne, le changement climatique, la numérisation, etc., impactent les opportunités comme les risques en matière de régulation, dans le but de mieux appréhender les défis auxquels la régulation devra répondre et comment elle devra s'adapter.

## Politiques publiques et cadre institutionnel de la régulation

On s'intéresse aux déterminants économiques, politiques et institutionnels des cadres de l'activité économique et aux différentes dimensions de la performance de ces derniers. L'étude de l'architecture institutionnelle présidant à l'action des régulateurs permet de mieux comprendre la portée et les limites de leur autorité, leurs marges de manœuvre, ainsi que la manière dont leur action s'articule avec d'autres organes de gouvernance. Il s'agit aussi de s'interroger sur les divers vecteurs de la gouvernance économique.

Ces objets de réflexion sont traités à travers les trois axes d'activités de la Chaire : Recherche, Formation, Débat.



## **Secteurs concernés**

**Assurance, Banque  
et Finance**

**Audiovisuel**

**Communications**

**Énergie**

**Infrastructures**

**Transport**

**Recyclage**

**et Environnement**

**Santé**

**Services Numériques**

**Services Urbains**

# Axes d'activités

**RECHERCHE**



**FORMATION**

**DÉBAT**



# Recherche

**3** PROGRAMMES  
DE RECHERCHES

**9**  
GROUPE  
DE TRAVAIL  
OU PROJETS

**9**  
THÈSES  
EN COURS

**13**  
DOCTORANTS &  
POST-DOCTORANTS

**34**  
CHERCHEURS  
ASSOCIÉS

**34**  
ÉVÉNEMENTS  
ACADÉMIQUES

**29**  
PUBLICATIONS  
ACADÉMIQUES

**1**  
INSTITUT DE  
RECHERCHE  
CRÉÉ AVEC PSL

# L'Organisation de la recherche de la Chaire

## Deux grandes dimensions structurantes

Les objets de réflexions de la Chaire se déclinent en travaux structurés autour de **deux grandes dimensions** : celles-ci permettent d'envisager la régulation comme l'**articulation entre l'intérêt général porté par les politiques publiques et les enjeux d'efficacité économique**. Il s'agit donc d'une part **des politiques publiques et de leurs cadres institutionnels** et d'autre part **des grands défis économiques et sociaux**.

## Une méthode à présent bien établie

Les travaux de recherche de la Chaire sur ces deux dimensions sont menés en lien avec des acteurs publics ou privés qui permettent d'en renforcer la pertinence.

La mise en place de dispositifs de réflexions croisées entre les parties prenantes, à savoir universitaires, experts, opérateurs régulés, régulateurs et institutions publiques est à cet effet très productive.

## Une organisation du travail sur les enjeux de transformation socio-économique et des politiques publiques

**9 groupes de travail ou de projets transversaux** regroupés **en 3 programmes de recherche nourrissent la réflexion et permettent de la traduire en résultats de recherche concrets**.

Chaque groupe de travail ou projet rassemble un écosystème de chercheurs, de post-doctorants, de doctorants et d'experts. Tous impliquent des chercheurs de différentes communautés au-delà des frontières de la Chaire.

**Les 3 grands programmes de travail** dans lesquels ils sont répartis permettent d'aborder les questions de régulation à travers le prisme de **trois vecteurs essentiels pour penser les enjeux économiques, politiques et sociaux actuels** : la transformation numérique, la transition écologique et la refonte de la gouvernance publique.

# GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

## Programme de travail : Gouvernance et numérique

### Groupe de travail « Régulation des plateformes numériques »

**Création** : Groupe lancé fin 2020.

**Composition** : Eco-système de 17 membres composé de doctorants, post-doctorants et chercheurs associés de la Chaire - de **Dauphine | PSL** ou d'autres universités françaises -, du **CNRS**, des experts de l'**ARCEP**, du **CSA**, de l'**OCDE**, du **Conseil d'État** et de l'**Institut Universitaire Européen**.

**Thématique** : Ce groupe de travail propose de développer une réflexion commune, afin de dégager un point de vue argumenté sur la régulation des plateformes numériques dans le contexte des débats européens (et américains) en cours. Il s'agit en particulier de penser les modalités de mise en oeuvre d'une gouvernance responsable tout en permettant l'innovation. La question de l'effectivité de l'action publique et de son articulation avec les contraintes de compétitivité est aussi centrale.

#### Organisation du travail :

2 séminaires par mois.

Thèmes traités tout au long de l'année 2021 :

- Clés de compréhension des Digital Market Act et Digital Service Act de l'UE à travers plusieurs séances organisées autour de parties prenantes différentes
- Réflexion sur les sanctions de pratiques anticoncurrentielles et la régulation des écosystèmes numériques
- Retour sur le « moligopoly scenario »
- Régulation des plateformes et « compliance »
- Les points de vue des différentes parties prenantes
- Les perspectives pour une régulation européenne de l'intelligence artificielle

**Résultats** : Publication de GovRegNotes et publications académiques, nouveaux projets de recherche.





## GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

### Programme de travail : Gouvernance et numérique

#### Groupe de travail « Digital Governance Challenge »

**Création** : Second semestre 2020 en partenariat avec la Florence School of Regulation de l'Institut Universitaire Européen.

**Composition** : Éco-système de **50 membres** réunis **à l'échelle européenne**, parmi lesquels des universitaires (économie, science politique, sociologie, sciences des données, etc.), des experts de l'industrie et du monde de l'innovation, des acteurs de la décision publique.

**Thématique** : Le numérique tend à transformer radicalement les capacités de traitement et de circulation de l'information, et donc de coordination. L'accès transparent et ubiquitaire à l'information, le traitement juste-à-temps et adaptatif de celle-ci, l'utilisation de moyens algorithmiques, transforment les problèmes et les capacités de gouvernance collective. Ce groupe se propose de réfléchir à la remise en cause des mécanismes traditionnels de coordination, dont l'État, et aux implications et exigences d'une gouvernance plus réactive et décentralisée adaptée à des sociétés caractérisées par des modes de coordination plus agiles et personnalisés.

#### Organisation du travail :

6 séances thématiques suivies de 2 séances de synthèse au premier semestre 2021.

Dans le cadre de ce projet, il s'agit de :

- Définir les piliers d'une approche européenne en matière de gouvernance numérique
- Identifier les axes et les leviers d'un programme de recherche pour la nourrir
- Initier un réseau de partenariats

#### Séances thématiques traitées :

- Nouvelles Opportunités Démocratiques
- Transformation de l'Action Publique
- Impacts de la numérisation sur la vie sociale et civique
- Régulation de l'Economie Numérique
- Souveraineté, sécurité et droits
- Un Nouvel Ordre International ?

**Résultats** : Rédaction d'un livre blanc sur ces enjeux au niveau européen et création d'un réseau de travail international, courant 2022.



# GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

## Programme de travail : Régulation et transition écologique

### Groupe de travail « Mobilité et électricité décentralisée »

**Création :** Groupe lancé en octobre 2020.

**Composition :** 13 participants réguliers, doctorants, post-doctorants et enseignants chercheurs (5 chercheurs de la Chaire, 8 chercheurs de **CentraleSupélec** principalement rattachés à la **Chaire Armand Peugeot**).

**Thématique :** La transition écologique impose le développement de systèmes de mobilité et de systèmes énergétiques plus « multimodaux » et « décentralisés ». De nouveaux entrants apportent à cet effet de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'affaires qu'il faut alors articuler avec les moyens des opérateurs traditionnels. Cela demande de nouveaux modes de coordination techniques et économiques. C'est aussi un défi pour la régulation.

Ce groupe de travail rassemble un écosystème favorisant les échanges entre économistes et ingénieurs qui partagent leurs connaissances, leurs approches et leurs méthodes.

#### **Organisation du travail :**

Séances hebdomadaires depuis fin 2020.

Les sujets abordés en 2021 lors des différentes sessions ont été les suivants :

- Le marché électrique
- Les véhicules électriques
- La mobilité servicielle (MaaS)
- La micro-mobilité
- Les données géographiques

**Résultats :** Définition de nouveaux projets de recherche y compris thèses, rédaction de notes de réflexion.

Ce groupe a notamment permis à la Chaire de participer à un consortium de recherche sur le concept de MaaS (Mobility as a Service) organisé autour de la société de covoiturage BlablaCar (projet BlablaModes) et impliquant PSE et l'Essec. Ce consortium bénéficie d'un important financement du Plan d'Investissement d'Avenir du Gouvernement, porté par l'ADEME.

Il a donné lieu, courant 2021, à la conception d'un groupe de projet dédié, opérationnel au démarrage effectif du projet global BlablaModes au printemps 2022.

# GRANDS DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

## Programme de travail : Régulation et transition écologique

### Projet « BlablaModes » : une plateforme multimodale de Mobility as a Service (MaaS)

**Création et thématique :** Projet de recherche de grande ampleur - tant en financement, qu'en ressources dédiées et en temps prévu - conçu courant 2021 à partir de certains travaux du groupe de travail ci-dessus.

En effet, à partir de la recherche doctorale de Dianzhuo Zhu, chercheuse post-doctorante au sein de l'équipe de la Chaire, sur la question des nouvelles formes de mobilité et en particulier sur l'étude des comportements des usagers du covoiturage, des échanges ont pu se développer début 2021 avec l'équipe de Data Science de BlaBlaCar, leader du secteur.

La qualité des échanges proposés à BlaBlaCar a conduit cette licorne française à proposer à la Chaire d'intégrer un consortium de recherche impliquant l'ESSEC et Paris School of Economics (PSE), créé autour du projet de R&D « BlablaModes ». Il s'agit pour BlaBlaCar de développer une offre multimodale et les équipes académiques impliquées vont être mobilisées pour comprendre la demande, l'offre et la régulation dans cet écosystème, pour une durée de 42 mois à compter d'avril 2022.

**Organisation du travail/Prochaines étapes :** Recrutement d'une équipe de chercheurs et d'un ingénieur en data science au printemps 2022 afin d'organiser les recherches sur ces thèmes :

- Analyse des points de rencontre du covoiturage et perspectives pour la conception de points de rencontre intermodaux
- Analyse de la sensibilité de la demande à l'utilisation véhicules à faible émission
- Analyse des comportements des utilisateurs vis-à-vis d'un service multi-modal
- Concurrence et régulation au sein de l'écosystème de la plateforme BlaBlaCar constitué par plusieurs opérateurs

### Groupe de travail « Économie circulaire »

**Création :** Groupe constitué au dernier trimestre 2021.

**Composition :** Doctorants et post-doctorants impliqués sur ce sujet ainsi que le représentant du partenaire de la Chaire, Ecologic.

**Thématique :** Ce groupe de travail a commencé par croiser des réflexions menées au sein de la Chaire sur une thèse en cours de finalisation sur les stratégies « hors-marché » des enseignes de la grande distribution dans le contexte dynamique de la transition énergétique, et une thèse démarrante sur l'organisation des filières du recyclage et les modèles de délégation de service public.

Les possibilités d'innovation des acteurs économiques dans un cadre hors marché ou sous la supervision d'une autorité de régulation, apportent un éclairage intéressant sur la manière dont les entreprises perçoivent les réglementations environnementales, mais aussi les opportunités et les risques. Ce groupe de travail permet le démarrage d'une réflexion argumentée dans le champ de la régulation de l'économie circulaire.

**Résultats :** Consolidation d'une réflexion sur l'économie circulaire et développement de nouveaux projets de recherche.

**Ecologic**



# POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRE INSTITUTIONNEL

## Programme de travail : Gouvernance publique, institutions, régulation

### Groupe de travail « Gouvernance publique »

**Création** : Groupe créé et lancé au second semestre 2020.

**Composition** : 7 membres réguliers (chercheurs / doctorants et post-doctorants de la Chaire) ; invités occasionnels (experts d'institutions publiques françaises et européennes).

**Thématique** : Le groupe de travail sur la Gouvernance publique s'intéresse aux relations entre institutions publiques et politiques, société civile et marché, et les étudie à travers le prisme des outils et concepts propres à l'analyse économique. Un accent particulier est mis sur la collecte et l'exploitation de données originales. Les travaux s'articulent autour de projets de recherche variés, portés au sein de la Chaire, comme : l'étude d'archives administratives ou historiques permettant d'étudier sur longue période la régulation de l'industrie et des marchés, et ses conséquences ; l'analyse des interactions entre institutions économiques et politiques ; le comportement des élus politiques et les implications sur les politiques publiques ; la fabrication des politiques européennes à travers le prisme de l'étude détaillée du processus législatif et des consultations publiques ; ou encore la comparaison des politiques réglementaires entre pays de l'OCDE.

Ces sujets sont notamment considérés de manière empirique et discutés par un groupe d'économistes et de data scientists ainsi que par des experts extérieurs.

### Organisation du travail :

Séances hebdomadaires.

Les sujets abordés depuis fin 2020 et tout au long de l'année 2021 ont été les suivants :

- Les régimes de gouvernance des agences de régulations dans les pays de l'OCDE
- Les consultations publiques européennes
- L'élaboration des politiques publiques et des projets réglementaires
- La représentation politique en France : renouvellement des élus et renouveau de l'action politique

**Résultats** : Identification et développement de projets de recherche, collaborations, partenariats avec des chercheurs ou des organisations extérieures.



# POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRE INSTITUTIONNEL

## Programme de travail : Gouvernance publique, institutions, régulation

### Groupe de travail « Régulation des complémentaires santé »

**Création :** Groupe créé et lancé en février 2020.

**Composition :** 6 membres réguliers (Enseignants-chercheurs et post-doctorants de la Chaire et associés à la Chaire) ; participation fréquente d'acteurs du marchés (assureurs, mutualistes, fédérations professionnelles, DRH, réseaux de soins).

**Thématique :** Ce groupe de travail se focalise sur l'analyse des évolutions et du fonctionnement du marché de l'assurance maladie complémentaire (AMC) en France. L'AMC qui représente 13,4% des dépenses de santé et constitue un deuxième étage de couverture après l'assurance maladie obligatoire (AMO), couvre plus de 95 % de la population ; 37 milliards d'euros de cotisations sont collectées au titre de l'AMC. C'est, par ailleurs, un secteur qui s'est fortement ouvert à la concurrence ces dernières années et qui a été significativement impacté par les évolutions de la réglementation prudentielle. La combinaison de ces éléments a induit une concentration de l'offre. Cette dernière reste cependant marquée par la coexistence d'acteurs très hétérogènes reposant sur des modèles d'affaires contrastés et développant des stratégies différenciées. Il en résulte des évolutions complexes d'un marché très segmenté entre diverses catégories de bénéficiaires. Tant les pouvoirs publics que les parties prenantes dressent le constat des défaillances du mode de régulation de ce marché (telle l'inflation des dépenses en optique, la mauvaise couverture de certaines catégories de dépenses et la persistance d'inégalités en matière d'accès aux soins). Le projet vise à approfondir la connaissance de

ce marché en analysant les modalités de concurrence entre offreurs, le comportement de la demande, et les effets des réformes réglementaires sur le fonctionnement du marché. L'approche micro-économique retenue cherche à mieux documenter la diversité des offreurs, celle des bénéficiaires ainsi que les détails organisationnels du fonctionnement du marché (e.g. rôle des intermédiaires, circuits de commercialisation, etc.) afin de mieux comprendre l'origine des défauts d'ajustement entre offre et demande.

#### Organisation du travail :

2 séances par mois.

Les sujets abordés en 2021 lors des différentes sessions ont été :

- Organisation et évolution du marché de l'assurance complémentaire santé
- Conséquences du nombre de fusions élevées dans le marché de l'AMC sur la diversité des produits offerts aux assureurs
- Fonctionnement et influence des réseaux de soins
- Organisation et évolution du marché de l'optique

#### Résultats en 2021 :

- 2 GovReg Notes (Marché des complémentaires santé en France, marché de l'optique)
- 2 articles scientifiques sur les déterminants de la demande de couverture complémentaire
- 1 colloque multi-acteurs sur l'avenir des complémentaires santé conçu et préparé au second semestre 2021, organisé en janvier 2022.
- 2 tribunes, dans le media *Acteurs Publics* et dans la revue *Risques*

# POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRE INSTITUTIONNEL

## Programme de travail : Gouvernance publique, institutions, régulation

### Groupe de travail « Les évolutions de la régulation économique au prisme des entreprises régulées »

**Création :** Ce groupe de travail lancé en septembre 2021 est le point de départ d'un programme de recherche plus vaste mené par le Centre de Recherche Droit Dauphine (CR2D) de l'Université Paris Dauphine-PSL, et dirigé par Claudie Boiteau, professeure associée à la Chaire Gouvernance et Régulation.

**Composition :** Professeurs de droit public, d'économie et de science politique, décideurs publics et privés dont membres du Club des Régulateurs et de la Chaire selon les sujets abordés.

**Thématique :** Ce groupe de travail a été fondé sur le constat d'un besoin de rénovation du cadre réglementaire mis en place à partir des années 90, en raison d'autres préoccupations actuelles des politiques publiques, quel que soit le secteur considéré, telles que la transition écologique, la rénovation des réseaux industriels, la sécurité sous toutes ses formes.

La nécessité d'une réflexion juridique, nourrie des approches économiques et sociologiques, sur les évolutions de la régulation économique, en associant étroitement les parties prenantes dont en premier lieu, les entreprises régulées, s'est imposée comme le fil conducteur des ateliers organisés dans le cadre de ce projet.

**Organisation du travail :** 1 atelier fermé bimestriel. Les sujets abordés en 2021 lors des 3 premiers ateliers :

- L'entreprise régulée face à la crise économique/sanitaire
- Structure du régulateur économique indépendant : quels équilibres institutionnels ?
- Contrats et entreprises des secteurs régulés

Sujets à venir en 2022 : Normativités et entreprises des secteurs régulés / Entreprises des secteurs régulés et données/ Entreprises des secteurs régulés et juges

**Résultat :** Ouvrage collectif en préparation

**Dauphine** | PSL  **CR2D**  
UNIVERSITÉ PARIS

# POLITIQUES PUBLIQUES ET CADRE INSTITUTIONNEL

## Programme de travail : Gouvernance publique, institutions, régulation

### Projet « Comparative regulatory governance »

**Création** : Conception au second semestre 2020, constitution du groupe tout au long de l'année 2021.

**Composition** : Une trentaine d'académiques, issus de l'ensemble des pays du G20 et intéressés par la manière dont la régulation a été mise en œuvre en fonction d'un contexte national donné.

**Thématique** : L'adoption d'un modèle de régulation fondé d'une part sur l'indépendance des institutions qui en assurent le pilotage et, d'autre part, sur le principe de concurrence entre opérateurs, est promu par l'OCDE et de nombreuses autres institutions internationales ; sa mise en oeuvre relève cependant de spécificités historiques et institutionnelles propres à chaque pays. En découlent des systèmes de régulation en pratique très divers.

Le groupe de recherche international constitué vise à répondre aux questions suivantes :

- De quelle manière les contextes historiques, politiques et institutionnels ont-ils donné lieu à des modèles de régulation différents ?
- Quel impact des spécificités sectorielles sur les modèles implémentés ?
- Quel impact sur les performances ?

**Organisation du travail** : Un colloque sera organisé en juin 2022 sur ces questions, en coopération avec la Florence School of Regulation et la George Washington University.

**Résultats** : Ce colloque sera le point de départ d'une publication collective chez un grand éditeur anglo-américain. Outre l'approfondissement de l'axe recherche sur le thème des modèles de régulation économique déjà très travaillé par la Chaire et le Club, notamment avec l'OCDE, l'objectif est de disposer d'un socle solide pour contribuer aux réflexions en cours sur des perspectives européennes en matière de régulation.







## Le nouvel INSTITUT créé à l'initiative de la Chaire avec PSL :

# « Applied Computational Social Sciences – Data Intensive Governance »

Dans le contexte de l'intégration et de la consolidation de ses activités, associées au développement de ses travaux sur l'intelligence artificielle, PSL a fortement soutenu et encouragé le projet d'Institut sur les sciences des données appliquées aux sciences sociales, initié par la Chaire.

Cette démarche résulte de l'expérience jugée prometteuse du projet Governance Analytics, dirigé par Eric Brousseau, qui a permis de développer une expertise en science des données appliquées. Il s'agit à présent de démultiplier les synergies scientifiques et opérationnelles.

L'Institut PSL « Applied Computational Social Sciences - Data Intensive Governance » a pour objectif essentiel d'établir une plateforme favorisant les mutualisations et les synergies entre chercheurs développant des travaux sur le fonctionnement des collectifs sociaux, économiques et politiques à partir de démarches intensives en données, et permettant aux sciences sociales de changer d'échelle en termes de données prises en compte (données massives, hétérogènes et rapidement disponibles).

Après validation par les instances de PSL et discussions avec l'ensemble des chercheurs concernés au dernier semestre 2021, l'institut a été officiellement lancé par Eric Brousseau le 09 novembre 2021 dans le cadre de la Paris Artificial Intelligence Week 2021, en présence du Président de PSL, du Président de l'Université Paris Dauphine-PSL, et de l'équipe de direction de l'Institut PRAIRIE (l'un des 4 grands réseaux nationaux de recherche autour de l'Intelligence artificielle).

Une trentaine de chercheurs de PSL ont rejoint l'Institut ACSS en 2021 : ils appartiennent à différents laboratoires de recherche de Dauphine (Management/ Economie/ Sociologie/ Informatique/ Mathématiques), de l'ENS (notamment Sciences cognitives et Neurosciences mais aussi Philosophie), des Mines ParisTech (Economie industrielle) et de l'INSP/ex-ENA (expertise et recherche administrative), souvent associés à des Chaires et à d'importants programmes de recherche à l'échelle nationale ou européenne. Ils ont commencé à se fédérer autour de démarches concrètes, parmi lesquelles les projets de la Chaire et du Club occupent déjà une place significative.

Un site internet dédié à l'Institut existe à présent et est consultable : <https://acss-dig.psl.eu/>

Fin 2021, l'Institut dispose de moyens humains et matériels dédiés notamment :

- A des travaux en matière de sciences des données appliquées aux sciences sociales qui seront animés par Bruno Chaves Ferreira, ingénieur CNRS mis à disposition de l'Institut, auparavant coordinateur de l'IRIS Governance Analytics de PSL
- Au support administratif assuré, dans cette phase de démarrage, par l'équipe de la Chaire Gouvernance et Régulation (financement par la Chaire).

En termes de capacités scientifiques dédiées, 3 postes d'Ingénieurs (1 Ingénieur de Recherche et 2 Ingénieurs d'Etude) sont financés pour 2 ans par un budget spécifique PSL et un budget obtenu auprès du MESRI. Des financements complémentaires devraient permettre le recrutement d'un deuxième ingénieur de recherche.









# Thèses en cours 2021

## Innover dans un environnement interdépendant, coûteux et incertain sur le plan de la régulation : le cas de l'écosystème de la mobilité

par Maria Teresa Aguilar Rojas

Susceptibles d'apporter diverses solutions à de nombreux problèmes de transport, la mobilité autonome et la mobilité électrique connectée ont pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie. Cependant, la transition généralisée vers ces innovations n'a pas encore eu lieu. Plusieurs facteurs influencent en effet le rythme de diffusion de ces technologies. Premièrement, les entreprises actives dans l'écosystème de la mobilité sont très interdépendantes les unes des autres mais ont des intérêts parfois contradictoires, ce qui pourrait potentiellement nuire à leur coopération. Deuxièmement, la réglementation et la régulation ne sont pas encore pensées selon ces innovations. Troisièmement, les innovations nécessitent des changements d'infrastructure et les acteurs du marché doivent supporter des coûts irré récupérables. Les entreprises sont conscientes de ces goulots d'étranglement et s'engagent dans différentes stratégies pour les dépasser. Ce travail de thèse vise à identifier et à comprendre les stratégies développées par les acteurs de la mobilité pour relever les défis de la transition écologique et de la montée en puissance des innovations propres à l'écosystème de la mobilité.

## Régulation, modèles d'affaires et performance environnementale et économique pour l'industrie du recyclage.

par Rami Benabdelkrim

CIFRE 

L'Union Européenne s'est dotée d'objectifs ambitieux en matière de recyclage, et certains membres affichent des objectifs encore plus exigeants. L'organisation des filières du recyclage obéit cependant à des principes assez contrastés dans les différents pays de l'Union. On observe à la fois des modèles de délégation de service public par l'autorité publique qui est alors « organisatrice » de la filière et des modèles laissant plus de marges de manœuvre aux acteurs qui peuvent innover en matière d'offre de service sous la supervision d'une autorité de régulation, comparable à une autorité sectorielle.

Les différentes options explorées seront comparées tant en termes de performances économiques que de performances environnementales, notamment à travers l'analyse du travail réalisé par les éco-organismes.

## Analyse comparative des régimes de régulation au sein de l'UE

par Carlos Gonzalez Regalado

 OCDE  
DES POLITIQUES MEILLEURES

L'impact de la gouvernance et de la régulation sur les performances économiques est peu documenté en économie. Des méthodes et indicateurs ont été proposés pour mesurer les impacts statiques et dynamiques générés par les choix institutionnels, qui sont internalisés par les agents en amont du déploiement de leurs investissements et de leur stratégie commerciale. Cette recherche tente d'identifier les effets de la réorganisation institutionnelle sur un panel étendu d'indicateurs de performance industrielle, tels que les prix, la qualité de service et les externalités produites dans les industries de réseau. De plus, ce travail étudie les canaux que la gouvernance emprunte pour influencer sur la performance. Il s'agit aussi d'analyser les caractéristiques sectorielles les plus sensibles à telle ou telle forme de gouvernance mise en oeuvre.

## Élaboration de nouvelles mesures de l'innovation à partir de descriptions textuelles et de modèles de sujets

par Reem Ismail

**CIFRE technopolis**  
group 

L'objectif de la thèse est de développer des méthodes originales de mesure et de détection de l'innovation, complémentaires des techniques existantes, en exploitant des approches de machine learning appliquées à des bases de données textuelles. Depuis plusieurs décennies, l'innovation a en effet été étudiée à travers différentes approches permettant de construire des indicateurs robustes pour mesurer la croissance des industries et des entreprises en la matière. Ces méthodes exploitent notamment des bases de données de brevets. Cependant, elles ont aussi fait l'objet de critiques de la part de la communauté scientifique, l'utilisation des brevets étant nettement plus répandue dans certains secteurs (comme les biotechnologies) par rapport à d'autres (comme les logiciels ou encore toutes les innovations dites d'usage). En outre, les bases de données mobilisées sont imparfaites. Tout cela fonde l'utilité voire la nécessité d'indicateurs complémentaires, à l'instar de ceux que permettent de construire les données textuelles aujourd'hui disponibles. Les développements récents en sciences des données ont ainsi ouvert la voie au développement de nouvelles méthodologies de mesure de l'innovation grâce aux descriptions textuelles basées sur des techniques dites de NLP (Natural Language Processing, « text-mining »).

## L'impact de l'intégration des ressources distribuées dans le modèle économique des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité. Analyse comparée des cadres de régulation.

Par Gabriela Lizarazu

La numérisation des procédures dans le marché de l'électricité, l'intégration des ressources énergétiques distribuées (RED) au réseau électrique et les politiques de transition énergétique mises en place par les gouvernements exercent une forte pression sur le secteur de l'électricité, notamment sur le rôle des gestionnaires de réseau de distribution (GRD). Pour

passer d'un gestionnaire de réseau passif à un gestionnaire de réseau plus actif, les GRD devront faire un arbitrage entre l'extension du réseau de distribution et l'utilisation de services de flexibilité. Les changements du cadre réglementaire des GRD semblent être un moteur principal pour déployer efficacement les RED et transformer le secteur de l'électricité en un système intelligent. Cette recherche utilisera l'approche économique des théories institutionnelles pour analyser et comparer différents cadres réglementaires dans le secteur de l'électricité, et pour mesurer l'impact des ressources énergétiques distribuées sur le modèle économique des GRD. Cette étude s'appuie sur une analyse qualitative et quantitative, en utilisant des données liées au cadre réglementaire, au secteur de l'électricité, à l'intégration des RED et aux réseaux électriques intelligents.

## Stratégie non marchande et autorégulation. Etude exploratoire sur la pertinence stratégique de l'engagement volontaire des entreprises dans l'environnement non marchand.

par Agnieszka Marta Majewska

La performance environnementale fait partie intégrante de la stratégie d'expansion de plusieurs entreprises. Ce projet a pour ambition d'approfondir les recherches sur des stratégies hors marché des entreprises et comprendre des mécanismes d'influence actionnés par la pratique de l'autorégulation au niveau organisationnel. Au regard de la littérature néo-institutionnelle sur les relations entre institutions et organisations, notre recherche a permis d'identifier les conditions de mise en place de pratique de l'autorégulation et sa dimension stratégique. Le terrain est composé des entreprises dans le secteur de la grande distribution alimentaire et leurs pratiques sont analysées en matière de prévention et gestion de déchets. S'appuyant sur la recherche qualitative et exploratoire, la thèse vise à identifier des mécanismes d'influence mobilisés par des entreprises et les conditions d'élaboration des stratégies visant à transformer des institutions existantes. Ce projet permettra d'enrichir la littérature sur les stratégies hors-marché des entreprises.

## **Analyse empirique des nouveaux cadres réglementaires et modèles économiques pour la transition écologique**

par Isac Olave

Les cadres réglementaires traditionnels de gestion de la mobilité visaient historiquement à traiter avec des acteurs dominants intégrés verticalement. Cette approche est remise en cause par l'émergence de systèmes de production polycentriques et multimodaux découlant du développement de nouveaux marchés portés par la combinaison de la transition écologique et de la transformation numérique. Cette thèse analyse empiriquement les nouveaux cadres réglementaires et les modèles économiques pour gérer des modèles industriels multi-acteurs plus décentralisés dans le secteur de la mobilité.

## **Métavers : un nouveau far-west pour la puissance publique ? Le développement du métavers est-il soluble dans le cadre actuel de régulation ?**

Par Michaël Reffay

L'émergence du concept de métavers, de plus en plus perçu comme la prochaine itération de l'internet, laisse aujourd'hui entrevoir un approfondissement des bouleversements induits par les technologies de l'information et des télécommunications. En effet, l'avènement des plateformes numériques ayant déjà provoqué des difficultés d'adaptation pour les régulateurs faisant face aux nouvelles problématiques de l'économie numérique (protection des données et de la confidentialité dans un monde où tout est tracé et traçable, équilibre entre liberté d'expression et sécurité, désinformation en ligne, déséquilibres concurrentiels, souveraineté des Etats, etc.), le métavers risque d'accélérer profondément le décalage entre capacité de régulation effective et besoin de régulation de ce nouveau marché.

De fait, les dérives envisageables sont nombreuses et nécessiteront, à mesure que les métavers se multiplient et s'étoffent, des ajustements réglementaires et législatifs, voire un bouleversement du droit existant et

des outils de régulation. Ce travail de thèse cherche à identifier et à comprendre dans quelle mesure l'arsenal législatif existant est approprié pour encadrer correctement la montée en puissance de l'économie du métavers.

## **L'activité des groupes d'intérêt au sein de l'Union Européenne**

par Hugo Subtil

La Commission européenne a le devoir de procéder à de « larges consultations des parties concernées » sur toutes ses initiatives. La consultation des parties prenantes est un processus consistant à recueillir des réactions, des commentaires et des informations sur un domaine d'action spécifique de l'UE. Elle donne l'occasion aux différentes parties prenantes de contribuer à l'élaboration des politiques lorsque la Commission prépare une initiative politique ou évalue des interventions existantes.

Si le projet de thèse vise une meilleure compréhension de l'influence concrète des groupes d'intérêt à l'échelle européenne dans leur ensemble, il s'intéresse tout particulièrement au processus de consultation publique. En effet, il a longtemps été difficile de mesurer l'influence de ces groupes car les données numériques, lorsqu'elles existaient, étaient parcellaires ou peu fiables. Le Natural Language Processing permet en revanche de caractériser un groupe sémantique de manière automatisée. Ainsi le but de cette thèse est de mesurer la position technique des lobbies sur différents spectres afin de transposer celle-ci sur le champ politique et d'analyser comment les lois et règlements européens sont influencés par les différentes catégories d'acteurs.

# Doctorant(e)s

## Maria Teresa Aguilar Rojas



Maria Teresa Aguilar Rojas est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Sa recherche porte sur les effets de la régulation environnementale sur l'innovation en matière de mobilité électrique. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, Maria a travaillé au sein d'une entreprise française de consulting énergétique, Enerdata. Elle a également collaboré avec l'Institut d'Économie Industrielle (IDEI) et le Gouvernement Andorran à propos de l'implémentation d'un programme de compensation des émissions de carbone dans ce pays. Maria est titulaire d'un Master en Économie de l'environnement et des ressources naturelles de l'École d'Économie de Toulouse. Elle enseigne en tant qu'Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche à Dauphine-PSL depuis la rentrée 2020.

## Rami Benabdelkrim

**CIFRE** **Ecologic**



Titulaire d'un Master Recherche de politiques publiques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Rami Benabdelkrim est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine-PSL. Sa thèse porte sur les modèles d'affaires et de régulation du recyclage et est codirigée par Éric Brousseau et Jean Beuve. L'objectif de la thèse est d'analyser les modèles alternatifs d'organisation des filières de recyclage en fonction du rôle dévolu à l'autorité publique, et de la liberté de manœuvre corrélative donnée aux opérateurs du secteur en termes d'offre commerciale et de choix de modèle d'affaires. Il a rejoint la Chaire à la rentrée 2020 pour y préparer sa thèse en CIFRE avec Ecologic.

## Carlos Gonzalez Regalado



Carlos Gonzalez Regalado est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Ses recherches portent actuellement sur l'analyse des régimes de régulation au sein de l'UE. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, il a travaillé pour le gouvernement équatorien sur des sujets liés à l'énergie, au commerce et à la concurrence. Carlos est titulaire d'une licence en économie de l'Université Pontificale Catholique d'Équateur et détient un Master en Économie ainsi qu'un Master en Économie mathématique et économétrie de l'Université de Tilburg.

## Reem Ismail

**CIFRE** **technopolis**  
group



Titulaire du Master IREN de Dauphine et d'un Master en innovation d'entreprise de l'École Polytechnique, Reem Ismail est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. L'objectif de sa thèse est d'étudier et de développer des méthodes originales de mesure et de détection de l'innovation, complémentaires des techniques existantes, en exploitant des approches de machine learning. Elle a rejoint la Chaire à la rentrée 2020 pour y préparer sa thèse.



## Gabriela Aguilera Lizarazu



Gabriela Lizarazu est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation depuis la rentrée 2021. Elle est titulaire d'un Master en économie internationale et économie du développement, et d'un Master en méthodes quantitatives en économie et finance obtenus à l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne. Gabriela a également occupé, en tant qu'économiste, des fonctions au sein de la Banque Centrale de Bolivie, du Ministère bolivien du Plan, et du groupe de la Bourse de Londres à Paris (LSEG – Beyond Ratings).

## Agnieszka Marta Majewska



Agnieszka Marta Majewska est doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation. Sa recherche porte sur les stratégies hors marché des entreprises dans le secteur de la grande distribution. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2016, Agnieszka travaillait comme chef de projet en développement international au sein d'une entreprise française de services en efficacité énergétique. Diplômée en 2013 de SciencesPo Paris, elle a également un Master en socio-économie obtenu à l'Université Adam Mickiewicz en Pologne.

## Isac Olave



Titulaire d'un Master en Économie Appliquée de l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM) et d'un Master d'Économie de Paris School of Economics (PSE), Isac Olave est doctorant au sein de la Chaire. Sa thèse analyse empiriquement les nouveaux cadres réglementaires et les modèles économiques permettant de gérer des modèles industriels multi-acteurs plus décentralisés dans les secteurs de l'énergie et de la mobilité. Il a rejoint la Chaire à la rentrée 2020.

## Michaël Reffay



Titulaire d'un Master en études politiques et administratives européennes du Collège d'Europe (Bruges), d'un Master en politiques publiques de l'Université Paris-Dauphine et d'un Master en économie comportementale de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Michaël Reffay est intervenant auprès de l'ENA/INSP et de l'Université Paris Dauphine-PSL en matière d'économie numérique ; il est actuellement Conseiller « Numérique, télécommunications et services postaux » à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne où il s'occupe notamment des initiatives législatives relatives à l'intelligence artificielle, au cloud et à l'économie de la donnée.

## Hugo Subtil



Titulaire d'un Master d'Économie de l'Institut Polytechnique de Paris, Hugo Subtil est doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine-PSL, en codirection avec Alessandro Riboni (CREST/X, ENSAE, ENSAI). Sa thèse porte sur les groupes d'intérêts et les processus de régulation européens. Par ailleurs, il continue d'étudier les dynamiques d'apprentissage dans la manipulation du Libor. Il a rejoint la Chaire à la rentrée 2020.

# Post-Doctorant(e)s

## Surjasama Lahiri



Chercheur en économie, spécialisé sur la microéconomie appliquée, la théorie des jeux appliquée, l'économie comportementale, l'organisation industrielle et les domaines connexes, Surjasama a terminé son doctorat en économie de l'Université Deakin, en Australie en 2021. Il a rejoint la Chaire Gouvernance et Régulation de l'Université Paris Dauphine-PSL pour y poursuivre ses travaux sur la régulation des plateformes numériques. Il est particulièrement intéressé par les approches réglementaires appliquées par différents pays pour relever les défis relatifs aux plateformes numériques, notamment le risque pour la vie privée, l'accumulation de mégadonnées, etc.

## Juan Diego Luksic



Chercheur post-doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation, Juan Diego est titulaire d'un doctorat en économie de l'École d'économie de Paris (PSE), effectué sous la direction de Karen Macours. Microéconomiste appliqué, Juan Diego s'intéresse à la mesure de l'impact des choix politiques sur les politiques publiques. Ses recherches portent notamment sur la manière dont les éléments sociopolitiques ont influencé la gestion gouvernementale de la crise sanitaire du Covid-19. Il utilise à cette fin des techniques de "Natural Language Processing" et des données de Twitter pour décrire le débat public ayant eu lieu entre les partis politiques de 12 pays développés au début de la pandémie. Il évalue ainsi la polarisation et les sujets abordés à différentes étapes de la pandémie pour enfin analyser l'impact éventuel de l'environnement et du discours politiques sur les décisions de santé publique.

## Dianzhuo Zhu



Dianzhuo ZHU est chercheuse post-doctorante au sein de la Chaire où elle a soutenu sa thèse en 2020 sur la compréhension des motivations des participants du covoiturage et les impacts de cette pratique. Ses centres d'intérêts portent sur l'économie du transport, l'économie collaborative, ainsi que sur les plateformes numériques. Elle utilise plusieurs méthodologies empiriques pour collecter les données et comprendre des enjeux de la mobilité : analyse économétrique, expérimentation, web scraping, etc. Elle sera en 2022 la coordinatrice scientifique pour la Chaire du projet de recherche associé au projet BlablaModes de la licorne française BlaBlaCar. Elle coordonne également le tutorat de mémoire du Master Industrie de Réseau et Économie Numérique (IREN) où elle enseigne l'économétrie. Elle a auparavant obtenu une double licence en économie et en français à la "University of International Business and Economics" à Pékin, en Chine, et est aussi titulaire du Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN).

# Assistant de recherche

## Zichuan Li



Titulaire d'un Master d'Économie Quantitative, du Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN) de l'Université Paris-Dauphine et d'une Licence en littérature et langue française de l'Université Renmin de Chine, Zichuan Li est assistant de recherche au sein de la Chaire depuis novembre 2021. Sa recherche porte sur le développement et l'analyse de la régulation sur l'économie numérique en Chine.





# Stagiaires de la Chaire

**De nombreux stagiaires ont contribué aux travaux de recherche de la Chaire tout au long de l'année 2021.**

## **Claire Barale**

Mars 2021 – Août 2021

Titulaire d'un Master de Finance; alors étudiante du Master de recherche en informatique de PSL (entre Dauphine et l'Ecole des Mines). Actuellement en thèse d'informatique et IA à l'Université d'Edimbourg.

## **Diego Cebberos**

Octobre 2020 –Sept 2021 (avec CentraleSupélec)

Étudiant au sein du Master IREN, ancien conseiller auprès du Ministère de l'environnement au Pérou. Actuellement en thèse d'Economie sur la mobilité électrique à CentraleSupélec.

## **Nicolas Eyrolle**

Octobre 2020-Mars 2021

Année de Césure après une Licence du CPES (Mathématique) et un M1 Mathématique- Statistiques (Dauphine).

Actuellement étudiant du Master IA & Data Scientist à Dauphine et chez AXA en alternance.

## **Zichuan Li**

Novembre 2020 – Août 2021

Titulaire du Master IREN puis étudiant au sein du Master Economie quantitative de Dauphine. Assistant de recherche au sein de la Chaire depuis septembre 2021.

## **Ybo Ma**

Novembre 2021 – Mars 2022

Titulaire d'une licence de comptabilité et de finance, du Master 1 sur l'économie de réseau de Dauphine et actuellement étudiant au sein du Master 2 IREN de Dauphine.

## **Lilas Pastré**

Juillet 2020 –Avril 2021

Étudiante au sein de la licence PSL-CPES, en troisième année, spécialité Economie. Élève à l'Ecole normale supérieure (Ulm) en sciences sociales depuis la rentrée 2021.

# Chercheurs associés

## Hervé Alexandre



Professeur de Finance, Université Paris Dauphine-PSL  
Directeur scientifique de la Chaire FinTech, Université Paris Dauphine-PSL

## Eshien Chong



Chief Economist  
Autorité de la Concurrence  
Hong Kong

## Christophe Benavent



Professeur de Management  
Université Paris Dauphine-PSL

## Anna Creti



Professeur d'Économie  
Directrice de la Chaire Économie du Climat  
Université Paris Dauphine-PSL

## Jean Beuve



Maître de Conférences en Économie  
Université Paris I  
Panthéon-Sorbonne

## Georges Decocq



Professeur de Droit des affaires  
Université Paris Dauphine-PSL

## Claudie Boiteau



Professeur du Droit public  
Université Paris Dauphine-PSL

## Adrien de Hauteclocque



Chef de cabinet du Président du Tribunal à la cour de Justice de l'UE

## Anne Epaulard



Professeur d'Économie  
Université Paris Dauphine-PSL

## Daniel Herrera



Maître de Conférences en Économie  
Université Paris Dauphine-PSL

## David Ettinger



Professeur d'Économie  
Université Paris Dauphine-PSL

## Henri Isaac



Maître de Conférences en Sciences de  
Gestion  
Université Paris Dauphine-PSL

## Laurence Folliot-Lalliot



Professeur de Droit public  
Université Paris Nanterre

## Julien Jourdan



Professeur de Stratégie  
HEC Paris

## Zsuzsanna Fluck



Professeur de Finance  
Université Paris Dauphine-PSL  
Michigan State University

## Emmanuel Lazega



Professeur de Sociologie  
SciencesPo Paris

## Sophie Harnay



Professeur d'Économie  
Université Paris Nanterre

## Sophie Méritet



Maître de Conférences en Économie  
Université Paris Dauphine-PSL

## Yannick Perez



Professeur d'Économie  
CentraleSupélec

## Alexis Tsoukias



Directeur de recherche  
en Informatique  
CNRS et LAMSADE,  
Université Paris Dauphine-PSL

## Alessandro Riboni



Professeur d'Économie  
École Polytechnique

## Stéphane Saussier



Professeur de Sciences de Gestion  
Directeur de la Chaire Économie des  
Partenariats Publics Privés  
IAE de Paris

## Carine Staropoli



Maître de Conférences en Économie  
Université Panthéon-Sorbonne

## Joëlle Toledano



Professeur émérite d'Économie  
Membre de l'Académie des  
Technologies  
Membre du CNum (Conseil  
National du Numérique)

# Les anciens doctorants et post-doctorants de la Chaire à présent chercheurs associés : Que sont-ils devenus ?

## Les anciens doctorants

### Amanda Alvès



Après avoir soutenu sa thèse au sein de la Chaire à l'automne 2019 sur les stratégies politiques des entreprises au sein de l'UE, Amanda est aujourd'hui chercheuse associée de la Chaire et Chargée des sujets harmonisation internationale et européenne de fréquences au sein de la DGE au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance.

### Théophile Megali



Théophile a rejoint la Chaire en 2016 pour y préparer sa thèse, soutenue en juin 2020 sur « La régulation à l'épreuve de l'innovation : le cas de la publicité en ligne ». Il est chargé de mission « Marchés et solutions publicitaires » pour l'Arcom (ex CSA) depuis septembre 2020.

### Sultan Mehmood



Sultan Mehmood a rejoint la Chaire en 2016 pour y soutenir sa thèse qui vise à comprendre le fonctionnement des institutions du monde actuel, tel que le pouvoir judiciaire. Il enseigne à présent l'Economie à la New Economic School de Moscou et est également chercheur au sein du programme DE JURE de la Banque mondiale.

## Les anciens post-doctorants

### Arrah-Marie Jo



Post-doctorante de la Chaire entre 2019 et 2020, ses recherches portent sur l'économie de la cyber-sécurité. Elle s'intéresse notamment au marché des failles de sécurité pour étudier le comportement des acteurs majeurs de la sécurité, comme les éditeurs de logiciels, les communautés de hackers, et les firmes de sécurité. Arrah-Marie est aujourd'hui enseignante-chercheuse en économie à l'Institut Mines Télécom Atlantique.

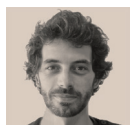
### Antoine Cazals



Antoine Cazals a été chercheur post-doctorant au sein de la Chaire entre septembre 2018 et septembre 2021. Ses recherches se sont attachées à l'analyse des interactions entre institutions économiques et politiques, leurs effets sur le comportement des élus politiques et leurs implications sur des thématiques plurielles dont l'enjeu est au centre des processus de développement économique et social. Antoine Cazals est titulaire d'un Doctorat d'Économie de l'Université Clermont-Auvergne, d'un Master en Économie internationale et d'un autre en gestion de projets obtenus au sein du Centre d'Etudes et de Recherche sur le Développement International (CERDI). Il est depuis octobre 2021 consultant en développement et travaille notamment pour l'AFD.



## Emmanuel Lorenzon



Post-doctorant de la Chaire de 2017 à 2019, ses recherches portent sur la théorie des enchères et la théorie microéconomique appliquée, en particulier l'organisation industrielle, avec des applications aux marchés numériques. Il utilise principalement des outils théoriques d'enchères et de jeux pour analyser le rôle de l'information asymétrique dans des situations où les agents économiques interagissent de manière stratégique. Par exemple, ses recherches portent sur la valeur de l'information dans les enchères publicitaires en ligne, l'acquisition stratégique de brevets et les litiges en matière de brevets, le lobbying et la concurrence électorale, et l'économie des plateformes.

Il est à présent Maître de Conférences en Économie à l'Université Grenoble-Alpes et chargé de recherche au GAEL.

## Ju Qiu



Post-doctorante de la Chaire jusqu'en 2021, Ju Qiu travaille sur la microéconomie appliquée. Elle a travaillé sur un large éventail de sujets de recherche, tels que le partage informel des risques, les réseaux sociaux, la migration et l'épidémie d'obésité. Son projet de recherche actuel traite des choix de produits et de l'introduction de nouveaux médicaments par les sociétés pharmaceutiques dans le cadre des réformes de la réglementation des prix en Chine, en utilisant l'ensemble de données du FMI. Elle a été recrutée comme professeure assistante à la China Europe International Business School en Septembre 2021.

Toutes et tous continuent d'apporter de riches contributions à divers travaux de la Chaire.

## Jordana Viotto



Post-doctorante de la Chaire de 2017 à 2019, elle s'intéresse à l'économie des plateformes numériques, aux marchés axés sur les données et à l'entrepreneuriat. Elle est aujourd'hui professeure associée au sein de la University of Edinburgh Business School et chercheuse associée de la Chaire.

## Alexandre Volle



Titulaire d'un Doctorat d'Économie de l'Université de Montpellier et d'un Master recherche de Paris School of Economics, Alexandre Volle a été chercheur post-doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation sur le projet des complémentaires santé. Ses centres d'intérêt portent d'une part sur l'effet et l'atténuation des phénomènes de sélection adverse et d'aléa moral sur les marchés verts et sur ceux de l'assurance maladie, du point de vue de l'organisation industrielle de ces marchés. D'autre part, Alexandre a aussi développé des travaux sur l'économie institutionnelle, en particulier dans le domaine parlementaire. Il est Maître de Conférences en Économie à l'Université de Pau depuis la rentrée 2021.

## Jean-Marc Zogheib



Post-doctorant de 2020-2021, ses recherches incluent la politique et la réglementation de la concurrence liées aux industries de réseau, l'économie numérique et l'économie de la vie privée. Jean-Marc Zogheib est aujourd'hui Maître de Conférences en Économie à l'Université Paris Nanterre.



# Séminaires de recherche

19 janvier 2021 | Séminaire académique, **Jeanne Hagenbach (CNRS, Sciences Po)**  
"Selective Memory of a Psychological Agent"

15 janvier 2021 – 19 février 2021 | 6 séances thématiques hebdomadaires, Projet « Digital Governance Challenge » en partenariat avec la Florence School of Regulation/Institut Universitaire Européen – **panel d'académiques, entrepreneurs et décideurs institutionnels** – 2 séances de synthèse

16 mars 2021 | Séminaire académique, **Lionel Kesztenbaum (INED, PSE)**  
"Collateral damage? How World War One changed the way women work"

13 avril 2021 | Séminaire académique, **Kurt R. Brekke (Norwegian School of Economics)**  
"Hospital competition in the National Health Service: evidence from a patient choice reform"

25 mai 2021 | Séminaire académique, **Gabrielle Demange (EHESS, PSE)**  
"Training Policy-Makers in Econometrics"

22 juin 2021 | Séminaire académique, **Daniel Li Chen (CNRS, TSE)**  
"Training Policy-Makers in Econometrics"

12 octobre 2021 | Séminaire académique, **Robert Gary-Bobo (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)**  
"Bargaining over Treatment Choice under Disagreement"

23 novembre 2021 | Séminaire académique, **Julien-Xavier Daubanes (Université de Genève)**  
"Why Do Firms Issue Green Bonds?"

12 Janvier 2021 – 14 décembre 2021 | Séminaires internes de l'**équipe recherche** : 19 séances



# Publications académiques

## Articles

**Boiteau C.**, (2021), « Le gestionnaire d'infrastructure au sein du nouveau groupe public ferroviaire : frein au développement de la concurrence ? », *Energie - Environnement - Infrastructures*, n°5, p. Art. 14

**Brousseau E. , Moreira Alves A., Yu-Cheong Yeung T., Mimouni N.**, "Competing for policy: Lobbying in the EU wholesale roaming regulation", *Telecommunications Policy*, Volume 45, Issue 3, April 2021 <https://doi.org/10.1016/j.telpol.2020.102087>

**Brousseau E. , Moreira Alves A., Yu-Cheong Yeung T.**, "The Dynamics of Institution Building: State Aids, the European Commission, and the Court of Justice of the European Union", *Journal of Comparative Economics*, 2021 <https://doi.org/10.1016/j.jce.2021.02.001>

**Decocq G.**, « Rapport conclusif » in *Le secteur pharmaceutique : nouveaux enjeux des questions de concurrence*, colloque webinaire organisé par le centre René Demogue de l'Université de Lille, 6 novembre 2020, *RJCom Janv.-Fevr. 2021*, n° 1, p. 125

**Decocq G.**, « Droit interne et Européen de la concurrence », *Chronique annuelle*, JCP E, mars 2021

**Decocq G.**, « Droit européen de la concurrence », chronique trimestrielle, *Revue de Jurisprudence Commerciale*, avril, septembre, novembre 2021

**Ettinger D., Jehiel P.**, "An experiment on deception, reputation and trust", *Experimental Economics*, 2021, Vol 24, pages 821-853.

**Mehmood S.**, "The impact of Presidential appointment of judges: Montesquieu or the Federalists?" *American Economic Journal: Applied Economics* (2021)



**Viotto Da Cruz J., Bourreau M., Lumeau M., Moreau F.**, « Attitude face au risque et piratage de films en ligne » *Revue Economique*, 72(4), 633-666. (2021)

**Mehmood S.**, "The impact of Presidential appointment of judges: Montesquieu or the Federalists?" *Vox Policy Column 1 & 2* (2021)

**Tsoukiàs A., Colorni A.**, "Rating or sorting? Terminology matters", in *Journal of Multi-criteria Decision Analysis*, vol. 28, 131-133, 2021. DOI: 10.1002/mcda.1733.

**Fancello G., Tsoukiàs A.**, "Learning urban capabilities from behaviours. A focus on visitors values for urban planning", *Socio-Economic Planning Sciences*, vol. 76, 2021. DOI: 10.1016/j.seps.2020.100969.

**Pluchinotta I., Giordano R., Tsoukiàs A.**, "Supporting collective decision making processes in case of water management: Reflections on the interaction space", in C. De Lucia, D. Borri, A. Kubursi, A. Khakee (eds.), *Economics and Engineering of Unpredictable events*, Routledge, London, 253 - 265, 2022.

**Tsoukiàs A.**, "Social Responsibility of Algorithms: an overview", in J. Papathanasiou, P. Zaraté, J. Freire de Sousa (eds.), *EURO Working, Group on DSS*, Springer Nature, 153 - 166, 2021. [https://doi.org/10.1007/978-3-030-70377-6\\_9](https://doi.org/10.1007/978-3-030-70377-6_9)

## Ouvrages & Chapitres d'ouvrages

**Boiteau, C.**, « Titre 4 - La régulation des activités économiques », chapitres 1 à 6., *Lamy Droit Public des Affaires* (dir. L. Rapp et Ph. Terneyre)

**Boiteau C., Le Chatelier G.**, *Code de l'énergie 2021*, Éditions Dalloz

**Chaffey D., Ellis-Chadwick F., Isaac H., Mercanti-Guérin M.** (2020), *Marketing Digital*, Montreuil: Pearson, 604 p.

**Decocq G.**, *Droit de la concurrence interne et européen*, LGDJ, coll. Manuel, 9ème édition, septembre 2021

**Isaac H.**, *Les business models de plateformes*, 272 p., Vuibert, Paris.



# Working papers

**Cazals A., Volle A., El Rafhi B.,** "Another Wind of Change? Evidence from Political Outsiders within French Parliament", *GovReg Working Paper series*, Issue 2021/11

**Brousseau E.,** "Legitimacy as a Driver of the Competition between Institutions of Internet Governance", *GovReg Working paper series*, Issue 2021/01

**Brousseau E., Glachant J-M.,** "A Bird's-Eye View of the Institutions of International Economic Governance", *GovReg Working papers series*, Issue 2021/06

**Brousseau E., Glachant J-M.,** "Institutions of International Economic Governance: Dynamics and Challenges", *GovReg Working paper series*, Issue 2021/06

**Brousseau E.,** "Demand elasticity for private health insurance in France", *GovReg Working papers series*, Issue 2021/10

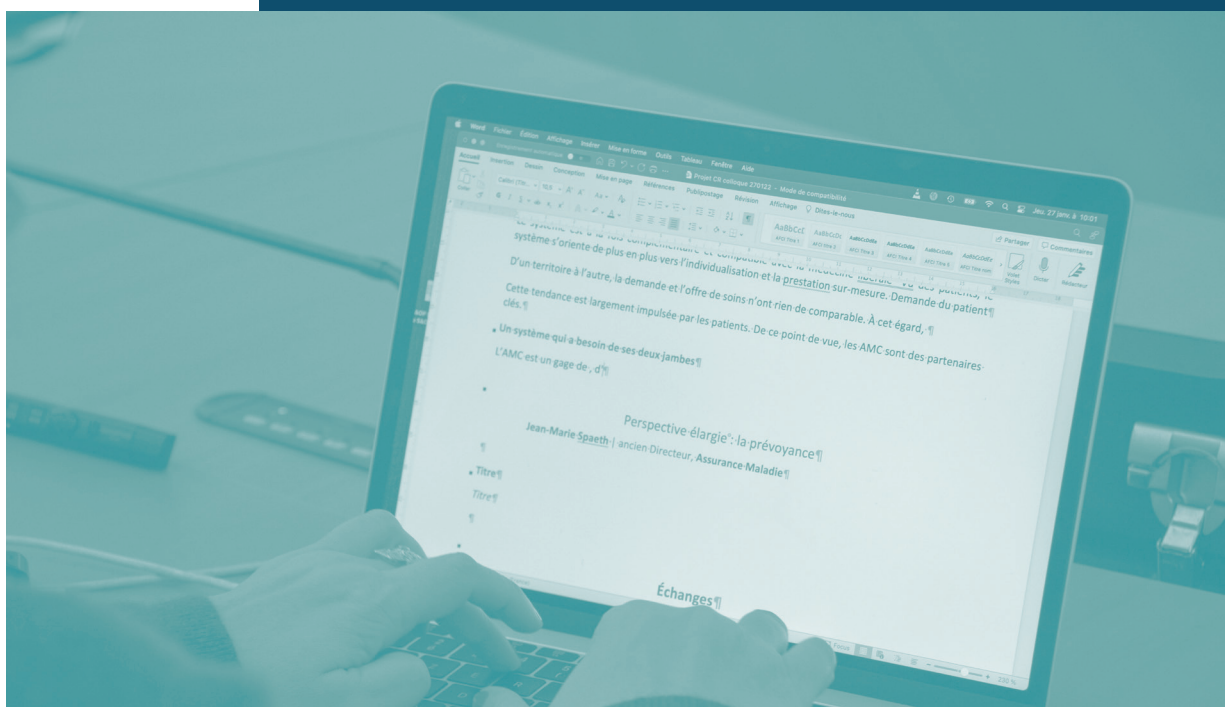
**Brousseau E.,** "Regulatory Governance and Renewable Energy Growth in the EU", *GovReg Working papers series*, Issue 2021/12

**Lorenzon E.,** "Zero Rating, Content Quality", *GovReg Working Paper series*, Issue 2020/12

**Lorenzon E.,** "Uninformed Bidding in Sequential Auctions", *GovReg Working Paper series*, Issue 2021/01

**Megali T.,** "Does Quality Really Matter? Exploring Data Quality Assessment in the French Online Advertising Market", *GovReg Working Paper series*, Issue 2021/01

**Megali T.,** "Digital gatekeepers as meta-organization members: the case of the Coalition for Better Ads", *GovReg Working Paper series*, Issue 2021/01



# FORMATION

**4** Formations initiales de Master 2

**45** vidéos pédagogiques

LEARN IOE - **15** Contributeurs

**1**

**Projet de formation executive**



# Formations initiales

« Le master IREN m'a fourni les bases économiques pour appréhender le fonctionnement des industries de réseau et de la régulation. La variété de sujets qui y sont abordés et les outils d'analyse introduits permettent à ses diplômés d'évoluer dans des environnements professionnels divers et passionnants ».

Chiara CACCINELLI  
Promotion 2016-2017

Adjointe au chef de l'Unité Analyse Économique et Intelligence Numérique à l'Arcep et Coprésidente du groupe d'experts "Market & Economic Analysis" au Berec.



# Master Industries de Réseau et Économie Numérique (IREN)

Le Master Industries de Réseau et économie Numérique (IREN), dirigé par Éric Brousseau, cohabilité entre Dauphine | PSL, l'École Polytechnique, Télécom Paris, CentraleSupélec et l'Université Paris-Saclay, a pour objectif de former des étudiants de haut niveau maîtrisant les principes de fonctionnement des industries de réseau et de l'économie numérique, dotés de capacités d'analyse et de méthodologie permettant de suivre des phénomènes en forte évolution, soit dans l'univers de la recherche et de l'enseignement supérieur, soit à des postes opérationnels dans les entreprises, les administrations, les groupements de consommateurs ou d'utilisateurs et les institutions de la régulation.

<http://masteriren.eu>

# Master Management des Télécoms et des Médias

Au cœur des mutations médiatiques actuelles, le Master Management des Télécoms et des Médias (Master 226), dirigé par Henri Isaac, permet à des étudiants aux profils variés d'acquérir des enseignements de qualité dans le secteur des télécommunications et des médias. Cette filière universitaire ouverte sur la vie professionnelle a plus de 30 ans d'expérience et est conçue pour préparer à des spécialités pour lesquelles les étudiants trouveront aisément des débouchés tant en France qu'à l'étranger.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/systemes-information-reseaux-et-numerique/m2-management-des-telecoms-et-des-medias>

# Master Droit et Régulation des Marchés

Le Master Droit et Régulation des Marchés (Master 291), dirigé par Claudie Boiteau, répond aux nouvelles exigences de qualification professionnelle des juristes dont les fonctions nécessitent, dans le domaine des marchés régulés, la compréhension et la maîtrise des réglementations et procédures, notamment contentieuses, ainsi que des mécanismes économiques associés.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/droit/m2-droit-et-regulation-des-marches>

# Master Banque et Finance

Le Master Banque et Finance (Master 224), dirigé par Hervé Alexandre, offre une formation qui couvre l'ensemble des métiers et des activités bancaires et financières afin de donner aux étudiants une solide culture professionnelle et scientifique et de leur permettre d'opérer des choix de spécialité grâce à un jeu d'options et de modules largement diversifiés.

<https://dauphine.psl.eu/formations/masters/finance/m2-banque-et-finance>



# Formation en ligne : Learn IOE



En s'appuyant sur son solide réseau international, notamment la Society for Institutional and Organizational Economics (SIOE) et l'Institutional and Organizational Economics Academy (IOEA, école annuelle de printemps rassemblant des chercheurs du monde entier ; éditions 2020 et 2021 annulées en raison du Covid-19), la Chaire a mis au point une série de tutoriels vidéos disponibles en libre accès en ligne portant sur les fondements de l'économie des institutions et des organisations. Organisé autour de séquences d'une dizaine de minutes chacune, qui peuvent s'articuler entre elles et être complétées par des informations comme des textes de référence, le projet Learn IOE s'adresse aux étudiants et aux chercheurs travaillant sur l'économie de la gouvernance et s'intéressant aux interactions entre dynamiques politiques, sociales, institutionnelles et économiques. L'ensemble a vocation à devenir une ressource de référence qui s'enrichira avec le temps comme cela a été le cas en 2021 : « Learn IOE » propose à présent 45 vidéos en ligne.



Ces tutoriels en ligne, tous en anglais portent notamment sur :

- La raison d'être de la régulation
- L'économie politique de la régulation et des institutions
- La théorie des enchères
- Le market design
- Les déterminants de la politique environnementale
- La gouvernance économique
- La commande publique

....

TRADEOFFS OF  
**INCLUSION:**  
DEVELOPMENT BEFORE LIBERALISM

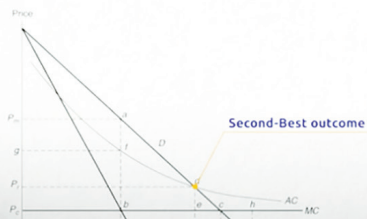
THE DRIVERS OF  
INSTITUTIONAL EVOLUTION 6

- The crisis of the late 5<sup>th</sup>C BCE
- The constitutional balance between the elite and demos
- The need to include non-citizen economic actors
- The case of litigation rights
- The compromise between Athenians



REGULATION AND  
**TECHNOLOGICAL**  
CHANGE IN THEORY AND IN PRACTICE

RAMSEY PRICING 3



# Organisation de la plateforme par thématiques

Governance Regimes

Organizations

Political and Institutional Dynamics

Institutions, Exchange and Coordination

# Le projet de formation executive

Avec ses partenaires consultants, la Chaire a mené en 2020 une réflexion sur l'offre de formation exécutive, qui a reposé sur une étude du marché des formations universitaires proposées sur le thème de la régulation et de la gouvernance économique.

A partir de celle-ci, la valeur ajoutée de la Chaire en matière de formation exécutive a été confirmée, du fait des contenus dont elle dispose déjà et de la diversité des expertises qu'elle réunit, aux plans académique, technique et entrepreneurial.

D'une manière générale, il était alors apparu essentiel de :

- faciliter l'accès à un nombre suffisant de participants ;
- valoriser l'articulation entre l'expertise des praticiens, d'une part, et les cadrages académiques comme la production d'idées et d'analyses de la Chaire et de son écosystème, d'autre part.

Par ailleurs, il a semblé pertinent de concevoir d'emblée une offre hybride (présentiel/distanciel) qui permet de gérer la disponibilité des cadres et des décideurs.

Le dispositif articule donc :

- des contenus accessibles en ligne sur les fondamentaux de la régulation, ainsi que ses aspects techniques, nécessitant de la pédagogie plus que de l'échange ;
- des sessions en interactions permettant de développer des échanges entre les participants et entre ces derniers et les experts, notamment en introduction des modules en ligne, puis à mi-formation et en fin de formation.

Au cours de l'année 2021, le volet en ligne a été travaillé en priorité pour aboutir à une liste de tutoriels vidéos qu'il sera possible de combiner entre elles de différentes manières, selon les publics et leurs besoins.

Un peu plus d'une dizaine de vidéos pilotes ont pu être tournées et montées au second semestre 2021, autour d'interventions des consultants partenaires de la Chaire et du Club. Ce travail de production se poursuivra en 2022.







# DÉBAT

**13**

CONFÉRENCES ET  
PETITS-DÉJEUNERS

**80**

INTERVENANTS

**19**

NOTES DE RÉFLEXION :  
SYNTHÈSES DE CONFÉ-  
RENCES, GOVREG  
NOTES, PRESSE

**12**

VIDÉOS



# Événements

## Le rôle des secteurs régulés dans la relance

Petit-déjeuner

Chaire

28 janvier 2021

**Antoine Bréhard** | Directeur régional, Caisse des Dépôts

**Christine Goubet-Milhaud** | Présidente de l'Union Française de l'Electricité

**Christophe Garat** | Secrétaire général adjoint, SNCF Voyageurs

**Christine Le Bihan-Graf** | Associée, De Pardieu Brocas Maffei

## 5G : Développement des usages ? Incitations à investir ?

Petit-déjeuner

Chaire

11 mars 2021

**Pierre-Jean Benghozi** | Directeur de recherche au CNRS et Président de la Mission d'Evaluation du Plan France Très Haut Débit

**Lénaïg Catz** | Cheffe de l'unité des marchés mobiles, ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes)

**Philippe Béguin** | Directeur des affaires réglementaires, Orange

**George Houpis** | Directeur du pôle Télécommunications du cabinet Frontier Economics

## Regulatory approaches and tools to meet the decarbonization challenge

Conférence internationale

Club & NER-OCDE



16 avril 2021

**Simone Borghesi** | Director of the Florence School of Regulation-Climate, European University Institute  
**Patrice Geoffron** | Director, Energy-Climate Center, and Director, Center for geopolitics of energy and raw materials, Paris Dauphine-PSL University  
**Annegret Groebel** | President, Council of European Energy Regulators (CEER), UE  
**Martin Cave** | Chair, Office for Gas and Electricity Markets (Ofgem), UK  
**Elisa Kahl and Monique Coenraad-van der Zande** | Senior Economists, Authority for Consumers and Markets (ACM), Netherlands  
**Wei Shiuen Ng** | Advisor on Sustainable Transport and Global Outreach, International Transport Forum (ITF), OECD  
**John Evans** | Director of Strategy and Economics, Commission for Communications Regulation (ComReg), Ireland  
**Nisarg Hirani** | General Manager for Transformation, Scottish Water, UK  
**Dominique Jamme** | Managing Director, Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), France, and President of the Club of Regulators

## Regard d'expert sur la GovReg Note : les plateformes de travail

Mini Débat

Chaire

29 avril 2021

**Joséphine Hurstel** | Auteure de la note, rapporteure, Conseil national du numérique  
**Olivier Iteanu** | Avocat à la Cour d'Appel de Paris, spécialiste des questions numériques, Cabinet Iteanu Avocats  
**Eric Brousseau** | Directeur Scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation

## Hydrogène : optimiser l'effet de levier de l'argent public promis

Petit-déjeuner

Chaire

03 juin 2021

**Gabrielle Gauthey** | Senior Vice President - Carbon Neutrality Businesses, Total  
**Philippe Boucly** | Président, France Hydrogène  
**Stéphane Delpyroux** | Directeur des Affaires Publiques, ArcelorMittal  
**Catherine Galano** | Associate Director, Frontier Economics



## Le numérique et la refondation du système électrique

Colloque

Chaire et Conseil Général de l'Économie

23 septembre 2021



**Eric Brousseau** | Directeur scientifique, Chaire Gouvernance et Régulation & Club des Régulateurs

**Jean-Michel Glachant** | Directeur de la Florence School of Regulation

**Edmond Baranès** | Professeur d'économie, Université de Montpellier

**Jacques Percebois** | Professeur Agrégé en Sciences Economiques, Université de Montpellier

**Annabelle Rondaud** | Déléguée française au Comité de Programme à Horizon Europe, Cluster 5 « Climat, Énergie et Mobilité », Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

**Ivan Faucheux** | Commissaire du collège, Commission de Régulation de l'Énergie

**Claude Crampes** | Professeur émérite, Ecole d'Économie de Toulouse (TSE)

**Romain Verdier** | Directeur Energy Management Europe, TotalEnergies

**Pierre Bivas** | Fondateur & CEO, Voltalis

**Yannick Perez** | Professeur d'économie, CentraleSupélec

**Luc Rousseau** | Vice-président du Conseil Général de l'Économie, de l'Industrie, de l'Énergie et des Technologies au Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique

## Les entreprises des secteurs régulés et la crise

Atelier inaugural

Chaire et Centre de Recherche Droit Dauphine

Dauphine | PSL  CR2D  
UNIVERSITÉ PARIS

29 septembre 2021

**Christian Ambrun** | Directeur juridique, APRR

**Franck Barbot** | Juriste, Droit des activités régulées, Le Groupe La Poste

**Eric Brousseau** | Professeur d'économie et de management, Directeur scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation, Université Paris-Dauphine PSL

**Jean-François Ducoin** | Directeur de la régulation et de l'économie du réseau, SNCF Réseau

**Mathilde Goldschmidt** | Directrice de la régulation, SNCF Voyageurs

**Philippe de Ladoucette** | anc. Président de la Commission de Régulation de l'Énergie

**Aurore Laget-Annamayer** | Professeure de droit public, Université de Rouen

**Antoine Louvaris** | Professeur de droit public, Université Paris Dauphine-PSL

**Elisabeth Monégier du Sorbier** | Directrice juridique, FDJ

**Marc de Monsebernard** | Avocat à la Cour, Cabinet Klein.Wenner

**Pierre-Edouard Pivois** | Direction juridique et des assurances, Responsable du département compliance, régulation et opérations aéroportuaires, Groupe ADP

**Tony Prosser** | Professeur de droit, Université de Bristol

**Arnaud Raynouard** | Professeur de droit privé, Université Paris Dauphine-PSL

**Jean-François Vaquiéri** | Secrétaire général, Enedis

## La coordination de la régulation sectorielle à l'échelle européenne

Séminaire fermé

Club

08 octobre 2021

**Éric Brousseau** | Directeur scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation & Club des Régulateurs, Université Paris Dauphine-PSL

**Joël Deumier** | Directeur adjoint du cabinet du Président, chargé des affaires européennes,

et **Anthony Martin** | Responsable de domaine, adjoint au directeur de l'observation des marchés, ART

**Dominique Jamme** | Directeur Général, CRE et Président du Club des Régulateurs,

et **Claire Hellich-Praquin** | Directrice des affaires européennes, internationales et de la coopération, CRE

**Anne Demartini** | Economiste, Division Etudes, Stabilité financière et Risques,

et **Viet-Linh Nguyen** | Adjoint à la Directrice, Division des affaires européennes et internationales, AMF

**Chiara Caccinelli** | Co-Présidente du groupe d'experts "Market and Economic Analysis", BEREC,

Adjointe au chef de l'unité « Analyse économique et intelligence numérique », ARCEP

**Pierre Dagard** | chargé de mission « affaires européennes », direction des affaires européennes et internationales, CSA

**Carla Menaldi** | Directrice juridique, et **Mathilde Persuy** | Responsable des affaires internationales, Hadopi

**Éric Sjoden** | Responsable de la mission affaires européennes et internationales, ANJ

## L'impact économique et financier de la pandémie sur les concessions du secteur des transports

Petit-déjeuner

Chaire et Centre de Recherche de Droit Dauphine

28 octobre 2021

**Thomas Malagié** | Délégué général-Adjoint, Association des Sociétés Françaises d'Autoroutes (ASFA)

**Camilo Perez Perez** | Directeur de la Régulation économique, Groupe ADP

**Julien Touati** | Directeur Développement Corporate, Meridiam

**Nicolas Wagner** | Directeur du transport routier de voyageurs et des autoroutes, Autorité de Régulation des Transports (ART)

**Angelos Souridakis** | Senior Partner et Fondateur, Ylios

## Sunshine regulation : implemented practices and observable impacts

Conférence internationale



Club, NER & OCDE

16 novembre 2021

**Eric Brousseau** | Scientific Director, Dauphine Governance and Regulation Chair & Club of Regulators

**Pierre Dubreuil** | Head of the Regulation by Data Unit, ARCEP, France

**Pedro Javier Terrazas Briones** | General Coordinator of Strategic Planning - Federal Institute of Telecommunications, Mexico

**Barbara Wyss** | Head of Prices and Tariffs Section, ELCOM, Switzerland

**Gábor Kisvárdai** | Head of the Secretariat of the Vice President for public services, Energy and Public Utility Regulatory Authority, Hungary ; also Member of the Secretariat, WAREG (Network of European Water Regulators)

**Jean-Laurent Lastelle** | Vice President, CEER, UE ; also Commissioner at the French Energy Regulator (CRE)

**James Drummond** | Policy Analyst - Regulatory Policy, Behavioural insights, OECD

**Anna Pietikainen** | Senior Policy Advisor, Public Governance and Regulatory Policy, OECD

## Regard d'expert sur la GovReg Note sur le marché des complémentaires santé

Mini Débat

Chaire

18 novembre 2021

**Eric Brousseau** | Directeur scientifique de la Chaire Gouvernance et Régulation, co-auteur de la note et modérateur du débat

**Joëlle Toledano** | Professeure émérite, associée à Chaire Gouvernance et Régulation, Membre du Conseil National du Numérique (CNUM), co-auteur de la note

**Alexandre Volle** | Maître de Conférences, Université de Pau, co-auteur de la note

**Josette Guéniau** | Associée fondatrice du cabinet de conseil JGSC, Directrice de l'Observatoire Santé et Innovation de l'Institut Sapiens ; experte discutant la note

## La gouvernance du système de santé

Petit-déjeuner

Chaire

02 décembre 2021

**Stéphanie Decoopman** | Directrice générale adjointe par intérim, APHP

**Aurélien Rousseau** | Maître des requêtes au Conseil d'Etat - Ancien Directeur général, ARS Île-de-France

**Séverine Salgado** | Directrice générale, Mutualité Française

**Karim Hatem** | Senior Partner, Ylios

## Regard d'expert sur la GovReg Note : le marché de la publicité numérique

Mini-débat

Chaire

09 décembre 2021

**Théophile Megali** | auteur de la note - Chercheur associé de la Chaire et Chargé de mission "Marchés et solutions publicitaires" au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

**Henri Isaac** | expert du numérique discutant la note - Maître de Conférences en management à Dauphine, Chercheur associé de la Chaire, Président du Think Tank "Renaissance numérique"

**Eric Brousseau** | Directeur de la Chaire Gouvernance et Régulation, modérateur

La plupart des conférences ont fait l'objet de vidéos – d'interviews individuelles ou de replays – toutes consultables sur notre site internet ou notre chaîne Youtube.







# Regulatory approaches and tools to meet the decarbonization challenge

Conference report

Université Paris Dauphine-PSL, 16th April 2021

200.wel  
Dispositif 4 sur 4  
Français (France)

MacBook Pro



# Notes de réflexion

## Synthèses de conférences

**Le rôle des secteurs régulés dans la relance**

**5G : Développement des usages? Incitations à investir?**

**Regulatory approaches and tools to meet the decarbonization challenge**

**Les plateformes de travail**

**Hydrogène : optimiser l'effet de levier de l'argent public promis**

**Le numérique et la refondation du système électrique**

**Les entreprises des secteurs régulés et la crise**

**L'impact économique et financier de la pandémie sur les concessions du secteur des transports**

**Sunshine regulation : implemented practices and observable impacts**

**Le marché des complémentaires santé**

**La gouvernance du système de santé**

**Le marché de la publicité numérique**

## Les notes de la chaire pour éclairer le débat public : les « GovReg Notes »

En coopération étroite avec les parties prenantes qui y sont associées, la Chaire et le Club des Régulateurs animent une plateforme de réflexion et d'échanges visant à proposer une analyse approfondie et originale de sujets d'actualité touchant à la régulation et à la gouvernance économiques.

Identifiées en synergie avec les autorités de régulation, les entreprises régulées et les experts membres de la Chaire et du Club, les thématiques traitées donnent lieu à des travaux associant approche académique et expertise de praticiens afin d'éclairer le débat public.

Ces travaux se traduisent par l'édition de « GovReg Notes » de la Chaire Gouvernance et Régulation. Elles abordent sous un format ramassé des questions ciblées, dans l'optique d'éclairer le débat public par la recherche.

La production des GovReg Notes est coordonnée par un Comité éditorial composé d'académiques et de praticiens de la régulation :

**Éric Brousseau** Directeur scientifique, Chaire GovReg

**Anne Epaulard** Université Paris Dauphine-PSL

**Catherine Galano** Frontier Economics

**Sophie Harnay** EconomiX UMR 7235

**Christine Le Bihan-Graf** De Pardieu Brocas Maffei

**Jean-Yves Ollier** Conseil d'État

**Angelos Souridakis** Ylios

**Joëlle Toledano** Chaire GovReg

**Anne Yvrande-Billon** ART puis ARCEP

Sur ce format, les GovReg Notes publiées en 2021 ont été les suivantes :

- « Les plateformes de travail : enjeux et pistes de régulation », Joséphine Hurstel, mars 2021
- « Encadrement réglementaire et concurrence dans le système des assurances santé complémentaires : un système paradoxal », Éric Brousseau, Joëlle Toledano et Alexandre Volle, octobre 2021
- « Le marché de la publicité numérique à l'ère des plateformes », Théophile Megali, novembre 2021



## Les tribunes ou articles parus dans la presse

**Joëlle Toledano** | *Acteurs Publics*, Novembre 2020-Janvier 2021, Interview  
« Les données, un enjeu clé des politiques publiques du xxi<sup>e</sup> siècle »

**Joëlle Toledano** | *Le Monde*, Janvier 2021, tribune autour du prix du livre  
d'économie, « Gafa, reprenons le pouvoir »

**Joséphine Hurstel** | ancienne étudiante du Master IREN, *Acteurs Publics*,  
Edition en ligne du 30 avril 2021, interview : « Joséphine Hurstel : Apporter  
des réponses face au management algorithmique »

**Eric Brousseau, Joëlle Toledano** | *Acteurs Publics*, fin 2021-début 2022,  
« Complémentaires santé : construire une régulation du secteur »



# Équipe et Gouvernance

## Éric Brousseau



### Directeur scientifique

La Chaire Gouvernance et Régulation et le Club des Régulateurs sont dirigés par Eric Brousseau. Professeur d'Économie et de Management, il a également dirigé l'Ecole Doctorale à l'Université Paris Dauphine-PSL. Il a dirigé le projet Governance Analytics jusqu'en 2020, une initiative de recherche interdisciplinaire et stratégique (IRIS) soutenue par l'Université de Recherche PSL, puis créé et dirigé l'Institut ACSS-PSL (Applied Computational Social Sciences) à partir de 2021. Il est l'un des créateurs du Master Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN), co-habilité entre Dauphine, Polytechnique, CentraleSupélec, TélécomParis et l'Université Paris Saclay. Il a fondé en 2002 l'Institutionnal and Organisational Economics Academy (IOEA), et a présidé l'International Society for New-Institutional Economics (2013-2014). Il est également membre honoraire de l'Institut Universitaire de France.

## Marie-Hélène Caitucoli



### Déléguée générale

En juillet 2019, Marie-Hélène a rejoint la Chaire comme déléguée générale. Elle a auparavant développé, en tant que cheffe de projet, de janvier 2017 à fin 2019, le pôle de politiques publiques de l'Université Paris-Dauphine, la House of Public Affairs, mettant les savoirs universitaires liés aux affaires publiques de manière pluridisciplinaire au service d'un vaste réseau de partenaires institutionnels de premier rang. Elle a également co-dirigé le Master Droit et Gestion publique Dauphine-ENA jusqu'en octobre 2020. Titulaire d'un Master recherche en études politiques sur les institutions européennes et Docteure en études politiques de l'EHESS, elle s'est spécialisée sur la théorie des institutions démocratiques et la question de leur légitimité. Egalement diplômée d'HEC Paris (majeure Finance), et de cursus complémentaires à l'ESADE de Barcelone et à University College London, elle bénéficie d'une expérience dans le conseil en organisation auprès de grands groupes et dans l'industrie du luxe où elle a exercé des fonctions de direction à l'international pendant plusieurs années.



### Sophie Boidin



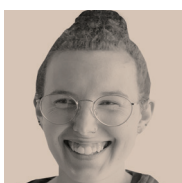
Chargée de communication

### Bruno Chavez



Ingénieur de recherche  
Coordinateur du projet  
« Governance Analytics »  
et webmaster

### Adèle Boutin



Infographiste,  
Monteuse vidéo

### Delphine Lebrun



Organisatrice  
événementiel

## Le Comité d'Orientation de la Chaire

Le Comité d'Orientation est composé de membres de l'équipe académique de la Chaire représentant les principales expertises disciplinaires. Son rôle est de Conseiller la Direction Scientifique dans la préparation du programme, sa mise en œuvre et le contrôle de son exécution. Il se réunit deux fois par an.

Il est composé de :

**Éric Brousseau** Directeur scientifique, Chaire GovReg  
**Hervé Alexandre** Professeur de finance à Dauphine-PSL  
**Georges Decocq** Professeur de droit à Dauphine-PSL  
**Anne Epaulard** Professeure d'économie à Dauphine-PSL  
**David Ettinger** Professeur d'économie à Dauphine-PSL  
**Henri Isaac** Maître de Conférences en gestion à Dauphine-PSL  
**Julien Jourdan** Professeur de stratégie à HEC  
**Joëlle Toledano** Professeure émérite d'économie, associée à la Chaire GovReg  
**Alexis Tsoukias** Directeur de recherche au CNRS et au LAMSADE, Dauphine-PSL

## Le Comité de Pilotage de la Chaire

Chacune des parties prenantes – les mécènes, les partenaires experts, les partenaires institutionnels, le Comité d'Orientation, le Directeur de la Chaire, ainsi que la Fondation Paris-Dauphine – est représentée dans le Comité de Pilotage.

Son rôle : Le Comité de Pilotage est chargé de la définition du programme d'activités de la Chaire, de la détermination de la composition de l'équipe de chercheurs, de l'établissement du budget annuel et de la supervision de l'exécution du programme de travail défini. Il se réunit deux fois par an.

Pour l'année 2021, les membres du CoPil sont :

**Hervé Alexandre** Directeur scientifique de la Chaire FinTech, Université Paris Dauphine-PSL  
**Philippe Ayoun** Membre permanent, section mobilité et transport, CGEDD  
**Emmanuel Belluteau** Conseiller maître, Président de section, Cour des Comptes  
**Christophe Bonnery** Directeur en charge de l'Économie et de la Prospective, ENEDIS, remplacé fin 2021 par **Virginie Pignon** Direction de la Stratégie, ENEDIS  
**Sandra Bouscal** Directrice, Fondation Paris-Dauphine  
**Éric Brousseau** Directeur scientifique, Chaire GovReg  
**Christophe Boutin** Délégué général, ASFA  
**Laurence Daziano** Directrice de la régulation, SNCF Voyageurs, remplacée mi-2021 par **Mathilde Goldschmidt**, Directrice de la régulation, SNCF Voyageurs  
**Georges Decocq** Professeur de droit, Université Paris Dauphine-PSL  
**Anne Epaulard** Professeure d'économie, Université Paris Dauphine-PSL  
**David Ettinger** Professeur d'économie, Université Paris Dauphine-PSL  
**Henri Isaac** Maître de conférences en gestion, Université Paris Dauphine-PSL  
**Dominique Jamme** Directeur général, CRE, Président du Club des Régulateurs

**Julien Jourdan** Professeur de stratégie à HEC Paris, HEC Paris  
**Philippe Pascal** Directeur Général Adjoint, Finances, Stratégie et Administration, Groupe ADP  
**René-Louis Perrier** Président, Ecologic  
**Guillaume Rondeau** Directeur juridique, RATP  
**Guillaume Rivelon**, Responsable Pôle Régulation & Tarif, remplacé fin 2021 par  
**Gérald Vignal** Chargé de mission, RTE  
**Blaise Rapior** Directeur général adjoint VINCI Autoroutes  
**Pierre-Alain Roche** Président, section mobilité et transport, Conseil général de l'environnement et du développement durable, CGEDD  
**Angelos Souriadakis** Fondateur et Senior Partner, Ylios, pour les Partenaires experts  
**Jean-Luc Sauron** Conseiller d'État, Conseil d'État  
**Marie-Solange Tissier** Présidente de la section Régulation Ressources, CGE  
**Joëlle Toledano** Professeure émérite d'économie, Chaire GovReg et membre de l'Académie des Technologies et du CNUM  
**Alexis Tsoukias** Directeur de recherche en informatique, CNRS & LAMSADE, Dauphine-PSL  
**François Valérian** Président de la Section Innovation, Compétitivité et Modernisation, CGE

## Le Comité de Direction du Club des Régulateurs

Le Comité de Direction est composé d'un représentant de chaque membre du Club, ainsi que du Directeur Scientifique et d'un représentant des partenaires experts de la Chaire Gouvernance et Régulation. Il élit son Président pour le représenter auprès des tiers et siéger au Comité de Pilotage de la Chaire. Le Président du Club est Dominique Jamme.

Son rôle : Le Comité de Direction décide du programme de travail du Club et du rythme de ses réunions, l'organisation de ces dernières étant à la charge de l'équipe de la Chaire. Il se réunit au moins deux fois par an.

Pour l'année 2021, les membres du CoDir sont :

**Maya Bacache** Membre du Collège, ARCEP  
**Éric Brousseau** Directeur scientifique, Chaire GovReg  
**Christophe Cousin** Directeur des études, des affaires économiques et de la Prospective, CSA devenu ARCOM  
**Laurent Clerc** Directeur d'étude et d'analyse des risques, ACPR  
**Anne Demartini** Économiste, Division Études, stabilité financière et risques, AMF  
**Caroline Gibon** Cheffe de bureau de la régulation économique des aéroports, DGAC  
**Dominique Jamme** Directeur Général, CRE, Président du Club  
**Rémi Lataste** Directeur général, ANJ  
**Christine Le Bihan-Graf** De Pardieu Brocas Maffei, Avocat à la cour, pour les Partenaires experts  
**Carla Menaldi** Directrice des Affaires Juridiques, HADOPI, devenue ARCOM  
**Patrick Vieu** Vice-Président et membre du collège, ART

The background is a solid teal color with several overlapping circles of varying shades of teal, creating a layered, abstract effect. The text is centered in the upper half of the image.

CHAIRE  
**GOUVERNANCE  
ET RÉGULATION**